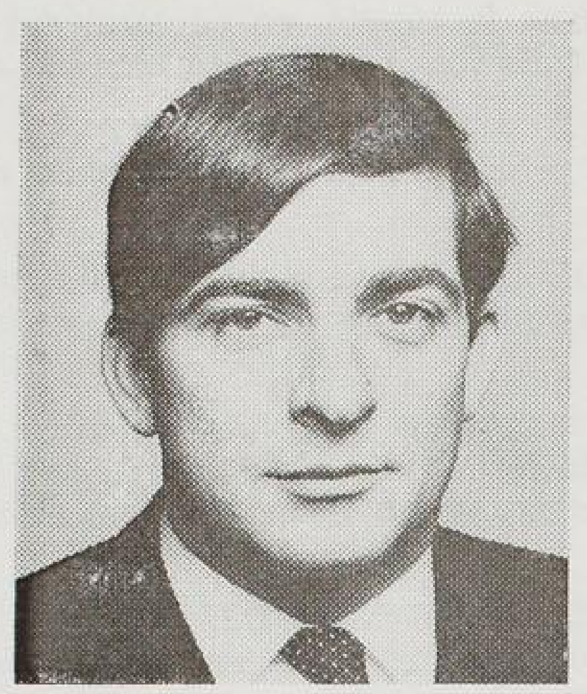
Elections Législatives
du 23 Juin 1968
5ème CIRCONSCRIPTION



Gérard GEFEN
34 ans
Diplômé des Sciences Politiques
Licencié ès lettres
Economiste
Vice-Président de la F.G.D.S. de la Gironde
Rapporteur de la Commission nationale Agricole de la F.G.D.S.



Kléber FERRON
46 ans
Cadre de banque
Militant syndicaliste
Déporté S.T.O.

Electrices,

Electeurs,

Les événements que nous venons de traverser ont rappelé une triple vérité.

La première, c'est que LES FRANÇAIS, qu'ils soient ouvriers, paysans, employés, commerçants ou étudiants, VEULENT DISPOSER ET DISCUTER LIBREMENT DE LEUR SORT.

La crise qui vient d'agiter la France n'est que la conséquence directe de dix ans de monarchie gaulliste. Nous voulons tous que notre destin soit décidé dans un libre dialogue, et non selon les humeurs d'un seul homme et les savantes combinaisons des technocrates de Paris.

La seconde, c'est qu'IL NE PEUT EXISTER DE PAIX SOCIALE SANS JUSTICE SOCIALE. Quand les agriculteurs se voient contester le droit de vivre de leur travail, quand les ouvriers ne peuvent exercer librement la défense de leurs intérêts, quand les commerçants, déjà chargés d'impôts, sont transformés en collecteurs de taxes, quand les jeunes, étudiants ou apprentis, sont confrontés dès le départ au problème du chômage, on ne peut empêcher la colère de s'exprimer, même si cette colère prend parfois des formes inquiétantes.

La troisième évidence, enfin, c'est que la MAJORITE ACTUELLE, composée des gaullistes et de l'appoint subtilement dosé des centristes, EST INCAPABLE D'OFFRIR A NOTRE PAYS LES SOLUTIONS DE PROGRES ET D'AVENIR QUI SONT INDISPENSABLES dans un monde où s'opère une prodigieuse révolution technique et économique.

Cette majorité, comme le démontre la simple arithmétique, ne peut être que celle fondée sur la **Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste**, dont le programme de gouvernement n'est pas un catalogue de promesses mirifiques ni une demande de chèque en blanc, mais un contrat qu'elle passe avec ses électeurs et dont elle s'engage à rendre compte à tout moment.

Nos choix sont clairs et définis depuis longtemps :

CONSTITUER UNE SOCIETE DE CITOYENS LIBRES ET RESPONSABLES, qui restaurera et respectera les droits de l'homme et du citoyen, qui veillera jalousement à la préservation de toutes nos libertés, et notamment de la liberté d'information, toujours plus bafouée par le pouvoir, ainsi que les libertés syndicales et de celles des collectivités locales.
MAINTENIR DES INSTITUTIONS STABLES ET DEMOCRATIQUES, grâce auxquelles le contrôle de tous les citoyens pourra s'exercer sur les actions du gouvernement sans en gêner l'efficacité. Le contrat que nous proposons est un contrat de législature, seul moyen d'éviter à la fois l'anarchie de la IVe République et la monarchie de la Ve République.

JOUER EN POLITIQUE INTERNATIONALE LE ROLE TRADITIONNEL DE LA FRANCE, en apportant notre contribution à la coexistence pacifique et au maintien de la paix dans le monde, en construisant l'Europe des peuples, seule capable d'écarter à jamais les guerres qui, trois fois en soixante ans, ont ruiné notre pays.

RENDRE LA FRANCE PROSPERE en mettant fin à la crise économique provoquée par l'incohérence de la politique du gouvernement gaulliste.

FAIRE REGNER LA JUSTICE SOCIALE, en luttant contre le chômage qui atteint désormais 600.000 familles, contre les salaires de misère, contre les hôpitaux sans crédits, contre la détresse des handicapés, des vieux, des plus faibles.

RENONCER AUX MIRAGES DE LA FAUSSE GRANDEUR, qui gaspille les forces vives de la nation dans des opérations dites de prestige. Notre grandeur ne dépend pas de la force de destruction de nos bombes, ni des voyages touristiques de nos ministres, mais de la force d'expansion de nos idées, de notre culture, de notre économie.

ENFIN, ET PEUT-ETRE SURTOUT, DONNER A L'EDUCATION NATIONALE LA PRIORITE DES PRIORITES. La force d'une nation est dans son avenir, c'est-à-dire dans sa jeunesse : il faut réformer profondément notre enseignement et lui donner les moyens dignes d'un pays comme le nôtre.

Mais celui que vous allez élire, les 23 et 30 Juin prochains, c'est d'abord, pour tous, le représentant du MÉDOC.

Partageant depuis de longs mois votre vie de tous les jours, votre existence quotidienne qui n'est pas celle des grandes familles et des grands châteaux, je connais bien vos problèmes : à certains d'entre eux, sans détenir aucun mandat électif, j'ai déjà tenté d'apporter une solution.

Il faut d'abord assurer la justice et la parité pour l'agriculture, rétablir l'indexation des prix agricoles aux prix industriels. Il faut garantir la commercialisation de nos produits, qu'il s'agisse de nos vins (pour lesquels la T.V.A. doit être unifiée à 6 %), de l'élevage, des forêts et protéger l'ostréiculture contre les dangers qui la menacent. Il faut rendre la vie possible aux agriculteurs, en réorganisant et en humanisant le système du crédit agricole et, pour les plus âgés, en améliorant considérablement le F.A.S.A.S.A.

Il faut également mettre en valeur l'énorme potentiel touristique de notre MEDOC ; ses lacs, ses plages, ses forêts sont une richesse prodigieuse que l'Etat et un plan raisonnable de développement doivent permettre d'exploiter. Pour cela, il faut également développer les voies de communication et servir le MEDOC, au lieu de s'en servir.

Les communes du sud de cette circonscription doivent, pour leur part, avoir le droit, au sein de la communauté urbaine, de participer pleinement, par la voix de leurs élus et par une participation constante de leurs habitants, à la résolution des graves problèmes d'infrastructure qui s'y posent, notamment en matière de logement ou d'imposition.

Enfin, **il faut donner au MEDOC les équipements sociaux, sanitaires, culturels** dont il manque totalement encore et sans lesquels un pays ne peut survivre. Une fois de plus, il est inadmissible que, du Verdon à Bordeaux, sur 100 kilomètres, il n'existe ni lycée, ni maternité, ni hôpital.

Tout cela ne sera pas fait en un jour. Je sais, dans ma vie quotidienne de spécialiste des problèmes de développement économique, la somme d'efforts qu'il faut entreprendre pour le moindre projet.
Encore faut-il entreprendre ces efforts, sérieusement, patiemment, sans démagogie ; je m'y engage à la fois en vertu de mes convictions politiques et de mon expérience professionnelle. Tous ensemble, nous y parviendrons.

La France retrouvera la paix et la justice ; notre région revivra. Dès le premier tour, assurons la victoire !

Vu le Candidat,

Imprimerie Ch TRAVERSE, Lesparre